

Chronique

Y aurait-il trop de revues littéraires!

Robert Giroux

Number 15, Fall 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/15967ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Triptyque

ISSN

0225-1582 (print)

1920-9363 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Giroux, R. (1982). Chronique : y aurait-il trop de revues littéraires! *Moebius*, (15), 65–68.

CHRONIQUE

Y aurait-il trop de revues littéraires!

Avant de parler des revues du Québec, demandons-nous d'abord en quoi elles seraient «littéraires».

Pour certains — et ce pourrait être les écrivains eux-mêmes, la littérature ne serait qu'une propagande pour le moi, pour l'ego individuel et intime du sujet gorgé du désir d'écrire et surtout d'être lu, beaucoup lu, pour que ça finisse même par parler à votre place, comme une narration, comme cette satanée croyance au leurre que constitue toute narration.

Pour d'autres — le sur-moi comme chien de garde sans doute, la littérature ne serait qu'une pratique idéologique, qu'une reproduction de la division du travail, elle-même déterminée par les conditions objectives des rapports de production. La critique, c'est-à-dire les lectures officielles des appareils institutionnels, auraient donc partie liée avec la littérature, avec tous ces écrits transformés par les modes de sélection et de classification de l'idéologie. Et cette relation de l'ethos et de l'idéologie entraîne comme conséquence le non-agir, le muselage, le mutisme du sujet, la castration du logos, etc.

Se manifestent donc ici, avec ces deux conceptions de la littérature, l'une tournée vers les producteurs (les sujets) et l'autre vers les consommateurs (l'institution), les deux termes d'une contradiction fondamentale. Dans l'un comme dans l'autre cas, irréconciliables et dynamiques, *ça s'impose*. Il nous resterait surtout à voir en clair ce qui se glisse et se trame sous chacun des vocables du *ça s'impose*.

Pour couper court à la discussion — une manière polie de dire qu'il n'y a pas lieu de discuter de ce qui se décide ailleurs qu'ici, disons que cette distinction entre écriture et littérature, ou entre littérature savante et littérature populaire, serait un *effet* de structure de marché. Et c'est parce que ça s'impose par-dessus le marché qu'il conviendrait ici de s'interroger sur l'apport de certaines revues dans le circuit de distribution des discours culturels au Québec.

Les marques sociologiques de distinction sont de plusieurs ordres. Elles se fondent, par ordre d'importance, a) sur la structure économique de la

production, b) sur les réseaux de distribution, c) sur le contenu, bien sûr, mais encore d) sur la forme de présentation.

Au Québec, avec le bassin de population que nous connaissons, il semble bien que le grand nombre de revues qui y circulent soit un phénomène qui relève presque du miracle. Les organismes gouvernementaux multiplient leur aide, c'est entendu, mais s'ils sont des mécènes efficaces et souvent prestigieux, ils n'expliquent pas à eux seuls la masse de travail qu'un très grand nombre d'individus sont prêts à investir pour le maintien et l'expansion d'un éventail incroyable de revues diverses.

Y en aurait-il trop? Serait-il judicieux de penser à une concertation plus grande entre ces revues? C'était là la question que les organisateurs de la section étude littéraire de langue française du congrès de l'ACFAS (en mai 1982 à l'UQAM), posèrent courageusement à des représentants de revues littéraires et d'organismes gouvernementaux réunis pour la circonstance. L'initiative était audacieuse et la confrontation ne devait pas manquer de piquant. Donc, chapeau à l'organisatrice Renée Legris. On se contentera ici de rappeler brièvement et au mieux les propos qui ont semblé les plus pertinents.

Spirale et la *NBJ* n'ont pas répondu à la question. *Spirale* se contenta de rappeler ses problèmes financiers — d'ailleurs communs à toutes les revues peu subventionnées, et le problème crucial de la diffusion surtout. En effet, on aura beau avoir la revue la plus «attendue» de notre temps, si on la diffuse peu ou mal, elle restera une revue sans portée et n'aura d'intérêt que pour les proches (collaborateurs). La *NBJ* semble avoir moins de problèmes financiers et moins de rancunes contre les intellocrates. Elle a toujours le vent dans les voiles, des abonnés nombreux et fidèles, semble-t-il; on se plaint un peu cependant de ce que les collaborateurs «externes» proposent surtout de trop nombreux numéros spéciaux, mais comme ce sont ces numéros qui se vendent le mieux... De concertation avec les autres revues, il n'en fut nullement question. C'est la revue *Liberté* qui ouvrit enfin le débat, s'opposant farouchement à toute concertation, contrairement à *Dérives* qui, elle, défendait la création d'une «fédération».

Forte de ses assises financières et symboliques, la revue *Liberté* s'élève contre toute concertation si elle ne doit naître que des «bons sentiments» ou de la solidarité

des gens de plume ou de la conscience égalitaire, etc. Si l'on tentait aujourd'hui de classer les revues québécoises, on pourrait le faire selon deux «fonctions» principales (qu'on peut bien leur accorder ou qu'elles veulent bien s'accréditer). Pour être bref, ces deux fonctions détermineraient des sous-classes et pourraient être représentées en un tableau sommaire:

— **Revues qui exercent des fonctions de relais avec l'institution littéraire**

a) les revues d'actualité: *Lettres québécoises, Livres et auteurs québécois, Spirale*

b) les revues universitaires: *Etudes françaises, Etudes littéraires, Prothée, Voix et images, etc.*

— **Revues qui inscrivent une différence ou des éléments de rupture**

a) les revues de création: *Estuaire, Les herbes rouges, Liberté (!), Moebius, NBJ*

b) les revues d'engagement: *Dérives, Le temps fou, (Possibles)*

Cette diversité apparaît à *Liberté* comme une richesse incontestable dans le champ culturel québécois. Toute concertation ne serait qu'un leurre, et un risque certain pour le dynamisme littéraire, sans parler du danger massif de bureaucratisation. Toute tentative d'unification ou de convergence des instances (littéraires) risque de scléroser et les productions et les stratégies des agents qui consacrent une bonne partie de leur temps à maintenir le feu sacré. Les revues universitaires (et soi-disant inter-disciplinaires) ont cette chance d'être liées aux presses universitaires et elles sont prêtes à admettre que c'est à cette vieille liaison qu'elles doivent leur survie et leur renouvellement périodique. Au coeur même des grandes batteries institutionnelles, elles ne sont pas sans devoir admettre également que certaines revues font double emploi: *Etudes littéraires* et *Etudes françaises* par exemple, ou encore *Lettres québécoises* et *Livres et auteurs québécois*. Mais laquelle des revues acceptera de céder à l'autre? Entre la fusion, la concertation, les échanges de service, l'indifférence, le mépris et la guerre, il y a là toute une gamme de comportements et de stratégies que les «vieilles» revues connaissent bien, et tant que les organismes subventionnaires ne viendront pas, de l'extérieur, mettre de l'«ordre» dans tout ça et continueront de couvrir les frais... eh bien les revues continueront à dialoguer entre elles aux pieds de barricades de théâtre.

Dérives n'a certes pas râté l'occasion de rappeler l'existence et le travail efficace et continu de

l'Association des éditeurs de périodiques culturels du Québec. De ce côté-ci de la controverse, on serait plutôt d'accord pour une concertation entre les revues, mais avec certaines balises, conscient de la diversité non seulement des intérêts à sauvegarder mais aussi de la spécificité de certains types de revues. A l'Association même, on peut en dénombrer trois types: a) les revues littéraires, plus généralement appelées «de création»; b) les revues universitaires qui ne s'expriment pas dans la même «langue» et qui ne reçoivent pas du tout les mêmes subventions, même si le public lecteur est parfois le même, les collaborateurs vivant dans le(s) même(s) quartier(s) et fréquentant les mêmes lieux intellectuels; enfin, c) les revues socio-culturelles dont le public est beaucoup plus large, et parfois populiste. Le discours articulé de *Dérives* a semblé le plus apte à ouvrir le débat, un peu agressif toutefois si on en juge par les remous qu'il suscitait. Mais il le fallait bien, non seulement pour être un interlocuteur valable vis-à-vis le discours dominant(nateur) de *Liberté* mais pour sortir les «autres» du mutisme prudent derrière lequel on s'entendait respirer.

Dérives proposa donc une sorte de «fédération» des revues, compte tenu des spécificités de certaines d'entre elles (langue, contenu, public) et du respect mutuel qu'exige le partage d'un marché restreint de lecteurs au Québec. Là-dessus, tout le monde était donc d'accord sur la nécessité de pénétrer des secteurs de la population non encore sensibilisés, c'est-à-dire pas encore instruits de l'intérêt et même de l'existence des différentes revues culturelles québécoises. Mais il apparaît impossible à ce que *ça s'impose* si les média électroniques ne sont pas de la partie.

Le prestige de certaines revues ne peut se maintenir — en cette période de vaches maigres des organismes subventionnaires, sans les appuis sensibles de Radio-Canada et de Radio-Québec. Selon l'animateur du *Book Club* radiophonique, depuis la disparition des *Livres et des hommes*, l'information sur l'écriture à la radio d'Etat est tronquée. En un sauve qui peut unanime, on s'accorde sur l'urgence d'une émission radiophonique d'une heure sur l'écriture d'ici, du texte poétique à la scène, un magazine d'informations culturelles, une tribune qui mériterait autant de soutiens financiers et techniques que certaines tribunes sportives, par exemple, grassement supportées déjà par des intérêts privés. Sauve qui peut l'écriture (et la lecture), l'élargissement des publics (on ne peut vraiment plus se payer le luxe du noyautage spéculaire des intellectuels,

qu'ils soient humanistes, scientifiques ou révolutionnaires) ne peut s'opérer qu'avec la télévision. C'est elle qui a maintenant pris le relais de la fonction de l'école comme appareil idéologique efficace. Mais la publicité du livre, ou de la pratique littéraire en général, ne peut plus être l'apanage de la bonne volonté d'animateurs comme Roger Baulu ou Denise Bombardier, ni même des littérateurs eux-mêmes. Le livre doit avoir son pivot (jeu de mot volontaire): des communicateurs professionnels capables de vendre...

Y a-t-il trop de revues? La disparition et ou la fusion de quelques-unes d'entre elles serait vue d'un bon oeil par nos gouvernements qui feraient des économies comme organismes subventionnaires. La fermeture apparente des robinets d'Etat peut-elle favoriser une dynamique culturelle nouvelle? *Moebius* a des doutes certains quant à l'efficacité de telles mesures et surtout quant à leur justification, sachant bien que l'appareil gestionnaire des subventions gruge presque la totalité de la somme accordée. S'il y avait des économies véritables à faire, il faudrait donc voir à ce que le coût de la gestion diminue, ce qui nous paraît plus équitable que de vouloir pénaliser les revues elles-mêmes. A l'intérieur du même budget — et même diminué, il en resterait davantage pour l'essor des revues.

Cette répartition équitable une fois existante, et *Moebius* est très très très loin de rougir de sa part du gâteau, il appartiendrait aux revues de maintenir leur existence, de préciser leurs rôles, de défendre leur territoire, de multiplier leurs abonnés, d'intéresser le plus de lecteurs possibles, de diversifier leurs points de vente, etc.

Sans tomber dans un corporatisme étroit, *Moebius* croit pouvoir élargir graduellement son rayon d'action:

a) en faisant en sorte que s'abonnent à *Moebius* ses propres collaborateurs - souhait que caresse aussi *Voix et images* en parlant du soutien potentiel des «pairs»;

b) en prônant une politique d'échange de services avec d'autres revues (circuit de textes, publicité, échos, etc.);

c) en maintenant comme critères de sélection et de classification des textes que retient son comité de lecture ceux de la lisibilité et de la qualité d'écriture; le formalisme obscur apparaît en effet à *Moebius* avoir un intérêt esthétisant surtout pour les producteurs eux-mêmes, mais ne constitue en rien un critère de communication pour le public qui prend encore plaisir à lire et à se laisser captiver (cf. le texte de présentation du no 14);

d) en proposant au moins un numéro «thématique» par année, numéro qui serait proposé de l'extérieur du groupe habituel de *Moebius* et destiné à notre public-cible;

e) en pénétrant de nouveaux marchés, par la radio communautaire par exemple, en échangeant avec des revues canadiennes-anglaises ou de l'est des Etats-Unis, en s'ouvrant à la francophonie, etc.

La table ronde tenue à l'ACFAS se solda par une sorte d'hymne à la quantité et à la nouveauté sous toutes ses formes, la disparition d'une revue étant perçue comme un appauvrissement du milieu où elle exerce ses activités. Sans endosser cet enthousiasme à la dépense et à la profusion, *Moebius* demeure optimiste devant l'avenir, et les encouragements qu'elle reçoit de plus en plus, et de milieux très divers, la confirme dans sa légitimité. «Recevons tous les influx, disait Rimbaud, de vigueur et de tendresse réelle.»

Robert Giroux